

Les transferts des nationaux à l'étranger, ressource négligée?

Mahrez AIT BELKACEM

Expert Ressources humaines

As Management, Alger

Algérie

-
- ❑ Quantifier l'émigration algérienne a toujours constitué une difficulté majeure.
 - ❑ En septembre 1973, le président algérien, Houari Boumediene, évoque le racisme anti-algérien en France pour suspendre l'émigration algérienne de travail.
 - ❑ En juillet 1974, le gouvernement français décrète la suspension provisoire de l'immigration de main-d'œuvre.
 - ❑ Elle s'avèrera définitive.
-

-
- L'interdiction de l'émigration pour le travail n'a pas pour autant fait cesser les mouvements migratoires clandestins et depuis les contrôles plus rigoureux des pays d'accueil on assiste à l'émergence dramatique au devant de la scène de l'immigration clandestine massive.
-

-
- le ministère des Affaires étrangères algérien, environ 1,9 million de personnes sont inscrites auprès des consulats algériens
 - Tandis que le ministère de la solidarité annonçait en 2008 que sept millions d'Algériens vivaient à l'étranger, dont 4,5 millions en France.
-

-
- ❑ problème de définition. Qui considère-t-on comme Algérien ?
 - ❑ Le ministre des Affaires étrangères retient le critère de citoyenneté et d'immatriculation auprès du consulat.
 - ❑ Le ministre de la Solidarité nationale et de la communauté nationale retient une définition plus large incluant les enfants d'émigrés sur plusieurs générations.
-

-
- Pour Le **Pew Research Center** (think tank américain) près de 2 millions d'Algériens ont quitté le pays de 1990 à 2013.
-



1460 000

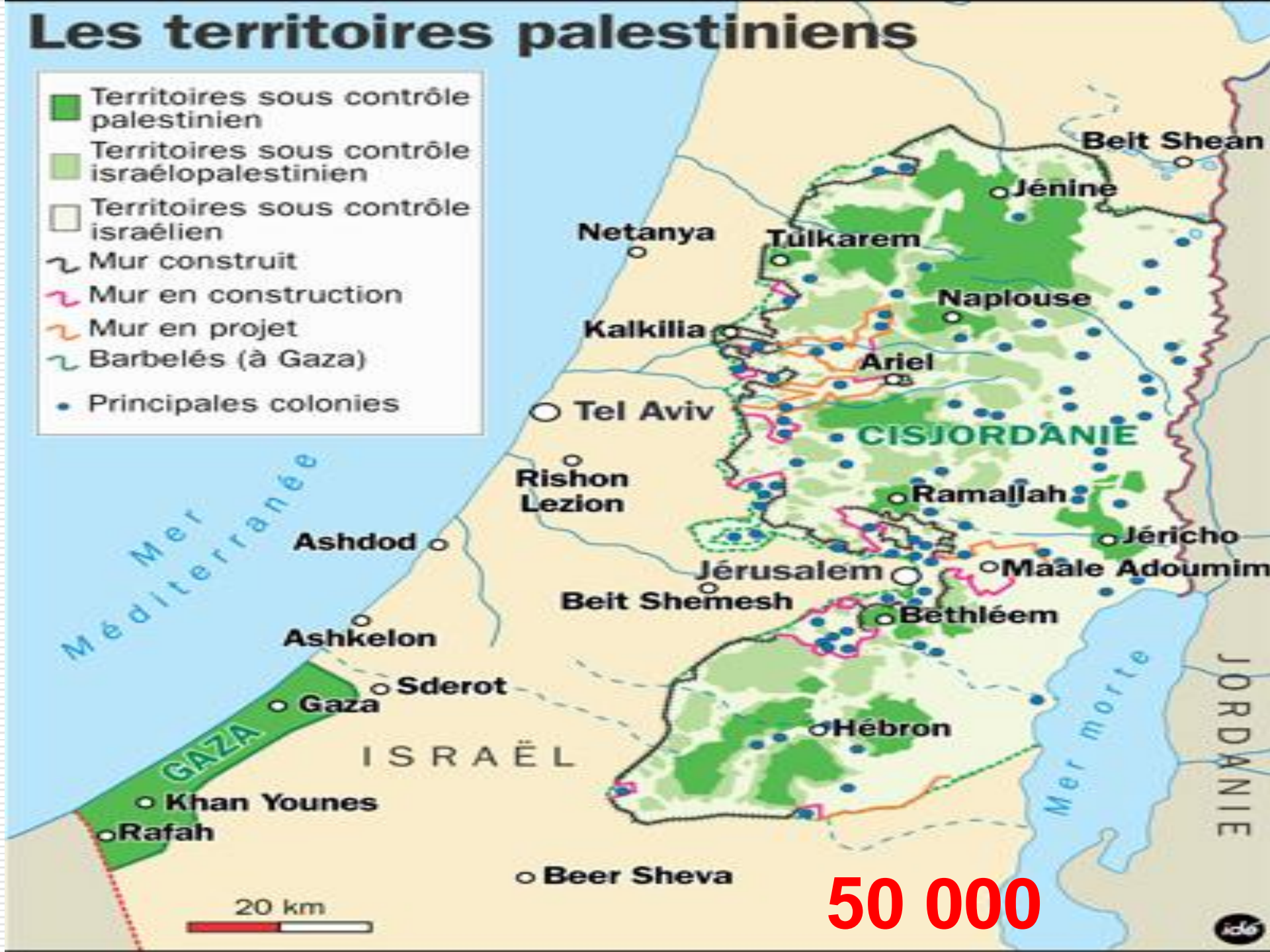
82 %

60 000

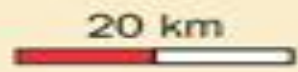


Les territoires palestiniens

- Territoires sous contrôle palestinien
- Territoires sous contrôle israélo-palestinien
- Territoires sous contrôle israélien
- Mur construit
- Mur en construction
- Mur en projet
- Barbelés (à Gaza)
- Principales colonies



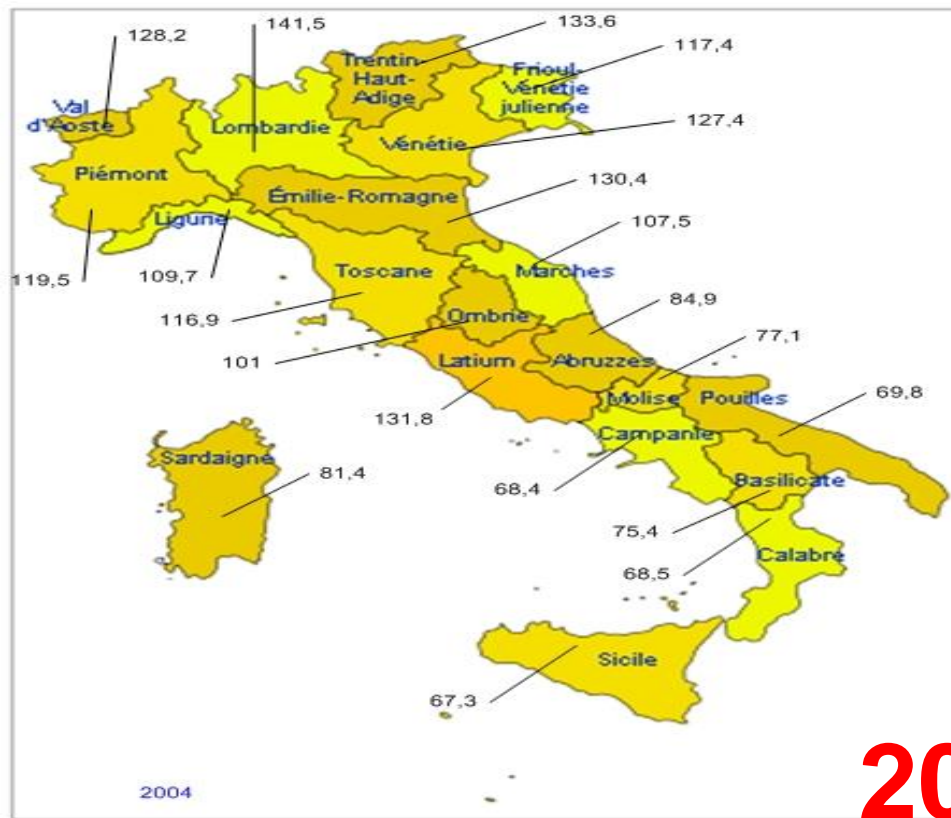
50 000



CANADA



40 000



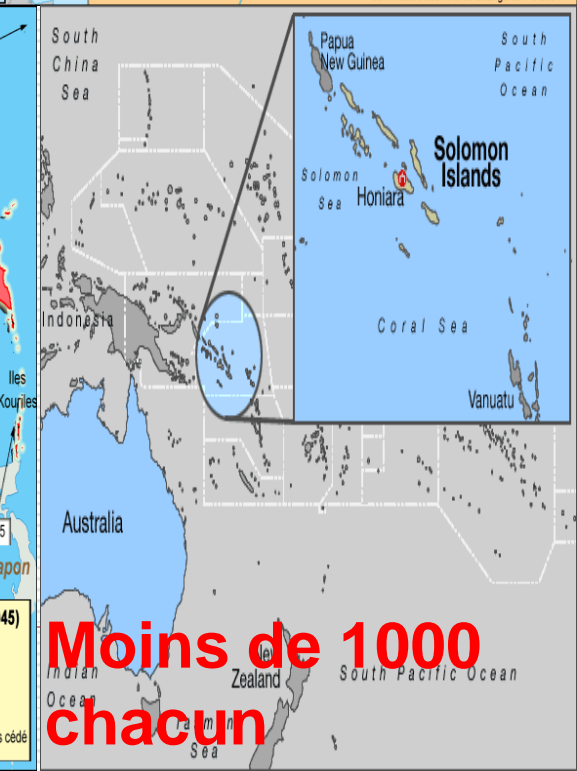
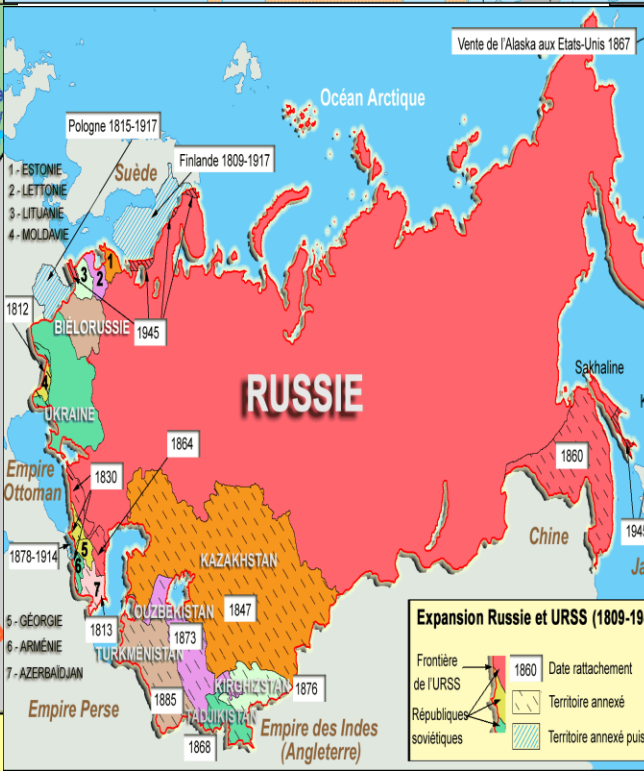
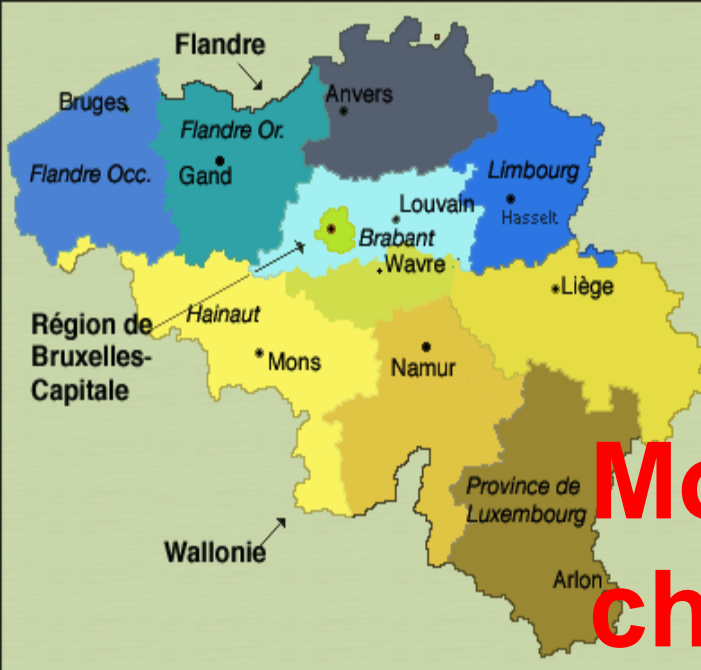
20 000





10 000





-
- Durant les années 1990, à la faveur de ce qu'on a appelé la décennie noire, 200000 Algériens auraient émigré (Kateb, 2007).
 - selon des sources gouvernementales on évoque un chiffre carrément double (400 000 algériens détenteurs de diplômes universitaires ou spécialisés).
-

-
- ❑ La contribution de la communauté algérienne établie à l'étranger est nulle et en quasi-totalité captée par l'économie informelle.
 - ❑ La rare ressource monétaire qui transite par le circuit bancaire officiel est constituée par les pensions des retraités revenus en Algérie soit: 1.500 000 000 \$
 - ❑ Cette ressource est retirée immédiatement des banques qui les reçoivent et recyclée sur le marché parallèle.
 - ❑ On estime à quelques 4.000.000.000 \$ qui transiteraient actuellement par le marché parrallèle

Les freins à la captation de cette ressource

1. La volonté politique inexistante, motif: dutch disease.
 2. La non convertibilité de la monnaie nationale (ex: l'allocation touristique: 150 €/an)
 3. Une convertibilité commerciale ne répondant que peu aux besoins des opérateurs économiques.
 4. Conséquence: fort recours au marché parallèle.
 5. Présence d'un marché parallèle de devises très important.
 6. Ecart de conversion marché officiel/marché parallèle excluant toutes offres monétaire ou financière concurrentielles (taux de change officiel : $1\text{€}=105$ dinars; taux de change parallèle: $1\text{€}= 159$ dinars).
-

-
- ❑ Pour revenir à la rente pétrolière: il convient de constater que depuis cette année la conjonction
 - ❑ de la baisse des prix des hydrocarbures
 - ❑ de l'augmentation sensible des importations destinées essentiellement à la consommation des ménages,
 - ❑ l'intérêt va devoir s'aiguiser pour ces ressources alternatives non négligeables.
-

Solution?

- ré autoriser l'émigration pour le travail en l'encadrant « placer les algériens demandeurs d'emploi dans les pays qui manifestent un besoin en matière de main d'œuvre » (Musette, in Reporters, 16 septembre 2014).
 - Mais cette solution était envisageable dans le contexte des trente glorieuses.
-

Solution? Des expériences intéressantes sont proposée par la société civile: l'exemple des caisses villageoises de Kabylie.

- ❑ La caisse du village joue le rôle d'une véritable **banque publique** du village.
 - ❑ Elle est caisse est une source de financement du développement et d'aménagement de l'infrastructure du village comme les routes, les fontaines, les mosquées, les aires de jeux, les places publiques et les terrains collectifs.
 - ❑ Certaines caisses comme celle du village Achallam ont même financé des activités génératrices de revenus.
-

Conclusion

- L'avenir pourrait, à la faveur de la restriction des revenus de la rente pétrolière et une réelle volonté politique de diversifier les sources de revenus du pays, permettre d'attirer l'attention sur cette source de rentrées d'argent négligée pour l'instant,
 - et pousser les pouvoirs publics à s'y intéresser par la recherche de moyens incitatifs et innovants, de les capter pour le plus grand bien de l'économie nationale.
-